

Pouvoir d'emprunt

On a bien du mal à se faire une idée du déficit. Il est colossal, c'est entendu, avec 27 milliards, mais à quoi peut bien correspondre cette somme; qu'est-ce qu'elle représente, c'est très difficile à dire. Ce qu'on peut dire, c'est que cette année, tous les Canadiens—hommes, femmes et enfants—se sont endettés de \$1,125, ce qui représente pour chaque famille canadienne, un accroissement de la dette que le gouvernement fédéral a contractée en son nom de \$3,700. On peut s'attendre à ce que ce montant soit le même l'année prochaine, voire même légèrement supérieur, car le déficit va sans doute augmenter. Qu'elles habitent à Terre-Neuve, en Nouvelle-Écosse, en Colombie-Britannique, au Manitoba ou en Ontario, toutes les familles canadiennes vont voir leur dette augmenter de \$3,700.

Mais voyons en termes concrets ce que cela représente, notamment sur le plan de la sécurité de l'emploi, de la compétitivité des entreprises qui emploient les salariés canadiens, sur leurs perspectives d'avenir et la création de ces emplois dont nous avons besoin. Chacun sait que depuis huit ans, notre monnaie se dévalue régulièrement. C'est la preuve manifeste que la compétitivité de notre pays se dégrade. Chacun sait également que le déficit de la balance des exportations de l'industrie canadienne est passé de 3 milliards à 20 milliards au cours des dernières années, preuve supplémentaire que notre compétitivité régresse. Tout le monde sait que notre pays se place au dernier rang des pays industrialisés en matière de productivité. Autre facteur qui explique la diminution de notre compétitivité.

Pour le Canadien moyen, qu'est-ce que cela représente? Cela veut dire des licenciements, des faillites d'entreprises et une situation catastrophique inégalée depuis 20 ou 40 ans pour les petites entreprises. Que faut-il faire pour sortir de cette situation et mettre un terme à la dévaluation constante de notre monnaie? Comment pouvons-nous restaurer notre compétitivité? Il faut que nous fassions tout notre possible pour aider les entreprises canadiennes, petites et grosses, à prendre les mesures qui s'imposent pour retrouver leur compétitivité, grâce à une diversification accrue de l'industrie. Pour cela, nous devons leur accorder des primes à l'expansion, à l'achat de nouvelles machines, à la mise au point et à l'acquisition de nouvelles techniques. Ces mesures d'encouragement ne doivent pas seulement s'adresser aux entreprises prestigieuses du domaine de la technologie de pointe, mais également aux simples sociétés qui ont besoin de cette technologie pour maintenir leur position au niveau international. Pour toutes ces entreprises, le déficit est synonyme d'une hausse probable des impôts. Cela signifie un loyer de l'argent plus élevé pour les entreprises qui veulent s'agrandir, car elles vont se trouver en concurrence directe avec les pouvoirs publics sur les marchés des capitaux.

Il n'est pas étonnant que les Canadiens aient des réserves sur les perspectives d'avenir du pays étant donné que le gouvernement qui réclame ce nouveau pouvoir d'emprunt ne semble pas maîtriser le déficit et il ne semble pas non plus y tenir, puisque le déficit a plus que doublé en 15 mois et que dans le même temps, les besoins financiers du gouvernement ont quadruplé.

J'ai parlé des entreprises et plus particulièrement des petites entreprises, mais cette analyse vaut également pour chaque famille canadienne. Comme je l'ai déjà dit, les taux d'intérêt réels, une fois que l'on a tenu compte de l'inflation, atteignent un niveau record à l'heure actuelle. Comme les taux d'intérêt sur les comptes d'épargne sont élevés, les Canadiens mettent

de côté des sommes colossales pour les mauvais jours. Pourquoi cela? Tout simplement parce qu'avec des taux d'intérêt élevés, c'est payant d'épargner, et que par ailleurs, avec la baisse du taux d'inflation, il est inutile de se dépêcher d'acheter une voiture neuve ou une nouvelle cuisinière de peur que les prix montent en flèche au cours des prochains mois. Comme l'inflation est à la baisse, les prix ne vont pas monter. Tout incite les gens à épargner.

• (1250)

Ils ont peur aussi de perdre leur emploi. On compte aujourd'hui un million six cent mille Canadiens au chômage, et si les impôts augmentent à cause du taux d'inflation, il va y avoir encore plus de mises à pied. Alors les Canadiens adoptent une attitude prudente et raisonnable en mettant leur argent de côté en prévision de jours sombres.

Je viens de montrer pourquoi le déficit, par son énormité, pose un problème fondamental pour tous les Canadiens. Ce n'est pas simplement une question de chiffres; notre style de vie, notre économie sont directement menacés. Les entreprises ne sont pas certaines de pouvoir créer des emplois. En présentant son projet de loi d'emprunt absolument déraisonnable, le gouvernement montre que non seulement il ne comprend pas le problème, mais qu'il s'en désintéresse et le simple fait de montrer qu'il ne le comprend pas, l'aggrave encore davantage si besoin était.

Je demande instamment au gouvernement de présenter, dans le cadre de son prochain budget, un programme de contrôle du déficit en trois points. Cette démarche est absolument essentielle si le gouvernement, à cause de sa politique, ne veut pas perdre totalement la confiance de la population?

Laissez-moi vous dire brièvement en quoi consiste ce programme en trois points. Tout d'abord, il est reconnu que l'on ne doit rien changer aux mesures d'aide sociale qui sont en place. L'assurance-chômage et le bien-être social sont conçus précisément pour une période de crise comme celle que nous connaissons actuellement. Il ne faut pas y toucher.

Deuxièmement, il faut se faire à l'idée que les dépenses au titre de ces programmes vont augmenter. Deuxièmement, afin d'être en mesure de financer ces programmes, le gouvernement devrait passer en revue tous ses programmes de dépenses et reporter, voire carrément supprimer ceux d'entre eux qui sont improductifs. C'est là un des objectifs que devrait viser le prochain budget.

Troisièmement, il faut s'attaquer au problème du déficit structurel. Il y a dix ans, le déficit était nul, puis de un milliard, il est passé progressivement à 5 milliards, puis à 10 milliards pendant quatre ans, pour atteindre aujourd'hui 20 milliards—en réalité près de 30 milliards.

Le gouvernement doit établir un plan à long terme en vue de ramener le déficit structurel à des proportions acceptables. Je n'ai que faire des chiffres avancés par le député d'Ottawa-Centre. Il nous a dit que le déficit allait être ramené à x milliards d'ici cinq ans. Ces chiffres n'ont aucune valeur comme nous avons pu le constater ces quinze derniers mois. Ce que nous voulons, c'est un plan à long terme qui permette de régler le problème du déficit structurel.

Des voix: Bravo!